



# Rapport National du Burkina Faso de l'Alliance Mondiale Genre et Médias (GAMAG) sur la mise en œuvre du Plan d'Action de Béijing (BPfA) + 25 et l'Agenda 2030 +5

---

## Avant-Propos

Ce rapport a été élaboré à la demande de l'Alliance Mondiale Genre et Médias (GAMAG) et conformément à son canevas, au cours d'un atelier organisé par EducommunicAfrik, à son siège social, à Ouagadougou du 18 au 19 octobre 2019. Cet atelier technique a réuni 15 participants issus de sept (07) structures (Cf listes des auteurs).

Je tiens à remercier l'ensemble des 15 participants qui ont bien voulu répondre à notre invitation pour rédiger ensemble ce document. GRACIAS

**Cyrille GUEL,**  
**Président EducommunicAfrik**  
[cgem12@yahoo.fr](mailto:cgem12@yahoo.fr)

# INTRODUCTION

La problématique du genre demeure une préoccupation pour tous les Etats Africains. En effet, depuis les conclusions du rapport final de l'Union africaine en 2017 sur la question du genre dans le secteur des médias, on constate une tendance à la hausse. Cependant, Carolyn BYERLY 2014, rapporte que l'effectif des femmes dans les médias stagne voire perd de l'ampleur dans certains pays du monde notamment en Afrique. Au Burkina Faso, les obstacles relevés dans la mise en œuvre des textes liés au genre de manière générale portent sur les pesanteurs socio-professionnelles, l'insuffisance des ressources financières, la faible organisation des femmes et des filles en réseau, la méconnaissance des textes de protection et de promotion de leurs droits.

Depuis l'adoption du plan d'actions de Béijing, des efforts ont été consentis pour l'amélioration de l'image de la femme dans les médias. Conformément aux objectifs de développement durables (ODD 5) de l'agenda 2030, les Etats membres préconisent entre autres la lutte contre les discriminations liées au genre, la participation et l'accès aux prises de décisions.

En ce qui concerne les TIC, le développement des moyens de communication de nos jours offre un large champ d'actions dans le domaine des médias par leur accroissement en ligne. En Afrique l'explosion numérique a engendré la création de nombreux médias en ligne. Au Burkina Faso, on enregistre au total seize (16) médias en ligne dans lesquels les femmes sont sous représentées. La prise en compte du genre dans et à travers les TIC fait également partie des domaines retenus dans le Plan d'action de Beijing (1995) et de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Au Burkina Faso, les politiques gouvernementales en matière de TIC sont globales et neutres. Elles ne prennent pas en compte les problèmes spécifiques liés au Genre.

Les femmes et les filles sont confrontées à un certain nombre de difficultés dans le domaine des TIC notamment la stigmatisation, la cyber-violence, la "chosification" de la femme. L'Agenda 2030 prévoit d'engager des actions afin de suivre leur situation ainsi que celle des groupes économiques et sociaux les plus marginalisés. En référence au Plan National de Développement Economique et Social (PNDES), le Gouvernement Burkinabé s'est engagé à éliminer toute forme de discrimination à l'égard des femmes et des filles mais sans disposition spéciale pour promouvoir le Genre dans les médias (TIC).

## **PREUVES**

### **1-Concernant la liberté d'expression (qui inclut la sécurité des femmes journalistes hors ligne et en ligne).**

Au Burkina Faso, des avancées sont à noter. Sur le plan institutionnel, on enregistre la création du ministère de la femme (1995), la politique national genre PNG (2008). Dans le domaine des médias, une prise de conscience a conduit à l'élaboration d'une stratégie et d'une politique plus inclusive pour la lutte contre les inégalités et la pauvreté (Edouard OUEDRAOGO et al, 2005). Aussi, il est à noter des progrès au niveau de l'éducation, de la participation politique (adoption d'une loi quota genre), la loi 061-2015-CNT (Conseil National de la Transition) portant prévention, répression et réparation des violences à l'égard des femmes et des filles et prise en charge des victimes.

Malgré ces avancées, des inégalités persistent. En matière de liberté de presse, la présence des femmes dans les postes de responsabilité reste faible. Pour étayer cela, selon une étude menée en 2016 par le Centre National de Presse Norbert ZONGO (CNP-NZ), sur 1030 femmes journalistes de 140 médias au Burkina Faso, seulement 54 occupent des postes de responsabilités soit 5,24%. Il est à relever également des agressions verbales et physiques, des menaces et intimidations, peur d'agression, des injures, des discriminations. Des marginalisations professionnelles entravent l'épanouissement de la femme journaliste au Burkina Faso. D'où la persistance d'un manque de confiance en soi, l'autocensure et de réels problèmes d'intégration professionnelle.

### **2- Au niveau de la politique relative au genre :**

Le constat est que des textes sont adoptés mais restent non appliqués. C'est le cas de la politique nationale genre en 2008 et la loi sur le quota genre en 2009. Il est à noter également, l'absence de veille de part de la société civile.

### **3- Concernant le contenu médiatique :**

Au Burkina Faso la plupart des promoteurs des médias sont des hommes et ils définissent la ligne éditoriale. C'est ce qui explique la faible production des articles par les femmes.

Confère le tableau ci-dessous :

Nombre des articles publiés selon le sexe des journalistes dans trois (03) quotidiens burkinabè :

	<b>Les éditions SIDWAYA</b>		<b>L'OBSERVATEUR PAALGA</b>			<b>LE PAYS</b>
	Nombres articles	%	Nombre articles	%	Nombre articles	%
Hommes	413	77,34	403	80,43	373	77,7
Femmes	121	22,66	98	19,57	107	22,3
Total	534		501		480	

Source : Etude de terrain (les femmes et la presse écrite), Marcel BAGARE, 2018

Toujours en rapport avec le contenu médiatique, il faut souligner le faible développement des thématiques sur les questions du genre car elles relèvent du social par conséquent non rentable.

#### **4- Sur le contenu des TIC (qui comprend la cyber-violence à l'égard des femmes, les discours de haine sexiste, #Metoo et d'autres mouvements des medias sociaux) il faut signaler :**

- L'existence de profils et groupes Facebook dont le contenu et la nature des publications tendent à stigmatiser la femme (vidéo d'une artiste burkinabé déshabillée par une foule en colère en 2017, vidéo d'une élève violée par ses camarades en 2018 à Ouagadougou.)
- Le harcèlement sexuel et agressions verbales contre les femmes et les filles sur les réseaux sociaux (cas de l'agression verbale récurrente contre une artiste Slameuse burkinabè sur internet).

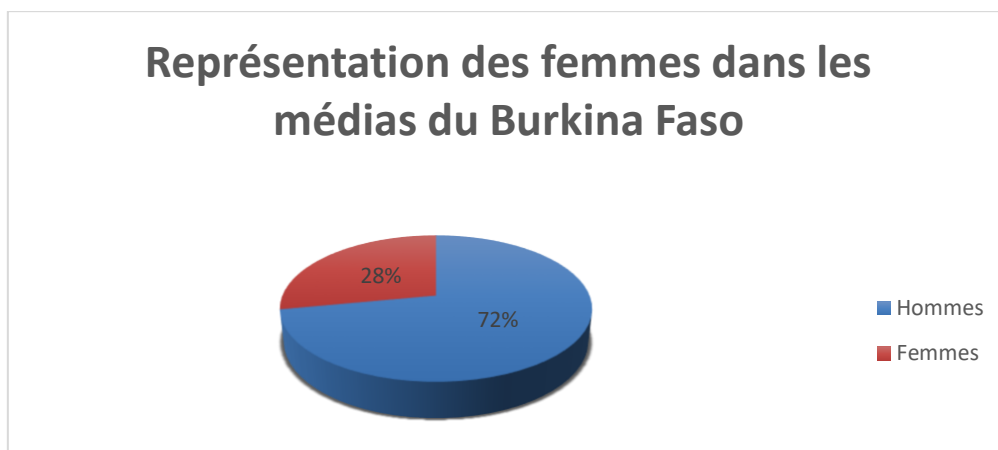
#### **5- Concernant les femmes dans les medias autochtones et communautaires (ce qui inclut l'accès des femmes et les attaques contre elles) :**

La situation des femmes dans les médias communautaires restent précaires. La tendance professionnelle révèle une sous représentativité des femmes dans ces médias. La surexploitation, le harcèlement, l'intimidation voire la discrimination sont des réalités professionnelles des femmes des médias communautaires. Il faut signaler également une carence de formation sur les sciences et TIC du personnel et un sous équipement des médias communautaires.

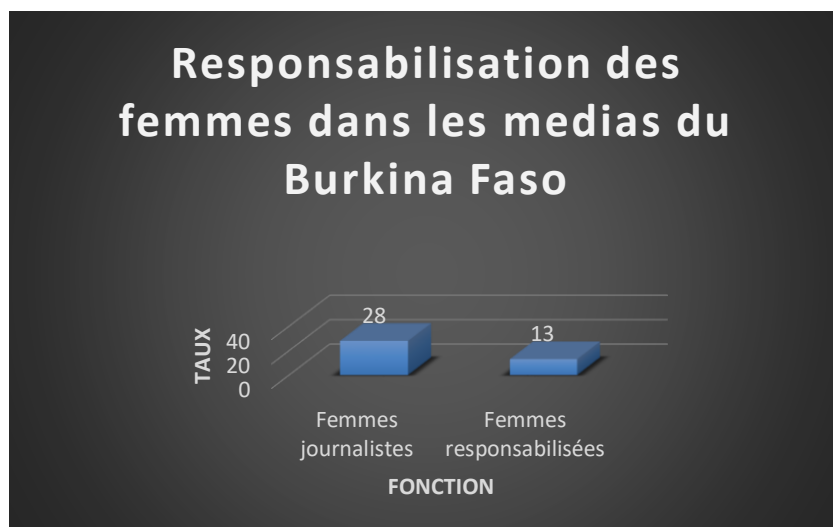
## 6- Conglomération des genres et des media et des TIC (qui inclut l'accès et la participation des femmes dans les industries de média et des TIC, les droits des travailleurs etc.)

Il existe:

- Sur le plan national une faible représentation des femmes au sein des structures médiatiques traditionnelles comme en ligne (28% de femmes contre 72% d'hommes selon le Conseil Supérieur de la Communication en 2013 dont seulement 13% de femmes responsabilisées, avec pour la Radiodiffusion Télévision du Burkina: 25.84% de femmes en 2013;Lefaso.net:27,27% de femmes; Burkina 24: 50% mais peu de femmes responsabilisées; l'Association des Blogueurs du Burkina (ABB): 20% de femmes.



Graphique 1. Source: Graphique réalisé à base des données du Conseil Supérieur de la Communication (CSC)



Graphique 2. Source: Graphique réalisé à base des données du Conseil Supérieur de la Communication (CSC)

- Un faible nombre d'associations de femmes journalistes et communicatrices (Sur six associations de médias existantes seulement deux d'entre elles prennent en compte de manière explicite les questions liées au Genre dans les médias.)

### **7-Genre dans l'éducation aux média et aux TIC (qui inclut le genre dans les programmes des écoles de journalisme et de communication dans l'éducation aux média et à l'information, etc.)**

- Il s'agit de l'inexistence de modules consacrés spécifiquement aux questions de genre dans les écoles publiques comme privées de formation journalistique au Burkina Faso.

### **8-Genre et droits numériques (qui incluent l'accès universel aux TIC, aux femmes et aux filles dans les domaines des STIM, du genre et de l'intelligence artificielle, du Big Data etc.) Il est à souligner :**

- le faible taux de scolarisation et d'alphabétisation des filles et des femmes qui empêche la majorité d'entre elles d'utiliser les TIC (84.8% des femmes analphabètes selon l'UNICEF en 2012) ;
- Les femmes au regard du poids des tâches ménagères manquent de temps matériel pour s'intéresser aux TIC;
- L'extrême pauvreté des femmes ne leur permet pas de s'offrir les outils TIC.

### **9- Dans le cadre de l'accès à l'information, les handicaps se résument à :**

La non application de la loi relative à l'accès à l'information de façon générale, des difficultés d'accès aux sources d'information et un faible accès des femmes aux médias.

Le niveau soutenu de la langue française utilisée dans certains medias et l'usage insuffisant des langues nationales dans les médias empêchent une grande partie du public d'accéder à l'information. Il est à mentionner aussi :

- La faible couverture géographique des organes de média du territoire national;
- L'insécurité liée aux attaques terroristes limite l'accès à l'information (fermeture de radios communautaires et coupure de connexion internet dans certaines localités);
- Le contexte socioculturel qui maintient certains sujets concernant la femme comme tabou et difficilement abordables dans les médias;
- La désinformation due à la prolifération des Fake-news incriminant la femme journaliste.

## **Recommandations :**

### **❖ A l'endroit des pouvoirs publics :**

- Sensibiliser les utilisateurs d'internet à signaler à l'autorité compétente tout compte ou toute publication sur Facebook portant atteinte à la dignité des femmes;
- Identifier et sanctionner les auteurs de violences contre les femmes en ligne;
- Accentuer la lutte contre les stéréotypes et les préjugés sur les femmes journalistes et communicatrices;
- Mettre en place une politique d'allégement fiscal pour les entreprises de presse et de communication qui recrutent les femmes en grand nombre ;
- Promouvoir et multiplier les prix spécifiques pour récompenser les meilleures femmes journalistes et communicatrices et Instituer des prix d'encouragement des productions traitant du genre ;
- Initier des modules intégrant la question genre et média dans les écoles de formation professionnelle;
- Multiplier des campagnes d'initiation des femmes aux TIC;
- Créer des cybercafés publics dans les communes rurales;
- Mettre à la disposition des élèves dans les établissements des manuels sur la question de genre dans les médias;
- Renforcer l'autonomisation financière des femmes pour améliorer leur pouvoir d'achat des outils TIC;
- Promouvoir l'usage des langues nationales par les médias locaux.
- Promouvoir et protéger la liberté d'expression
- Veiller à l'application de la loi relative à l'accès à l'information
  
- Réviser les textes sur le genre
- Promouvoir les langues nationales dans les médias
- Renforcer les capacités des femmes des médias

### **1.À l'endroit des organisations professionnelles des médias :**

- Encourager et faciliter l'accès des femmes à des postes de responsabilités dans les médias;
- promouvoir et multiplier les prix spécifiques pour récompenser les meilleures femmes journalistes et communicatrices;
- Promouvoir l'usage des langues nationales par les média locaux.
- Œuvrer au renforcement des capacités ;
- Encourager les femmes à s'engager davantage dans les médias ;
- Encourager les femmes à intégrer les organisations professionnelles des médias;
- Œuvrer à la veille citoyenne.

❖ **A l'endroit des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) :**

- Allouer des fonds suffisants à la promotion du genre dans les médias ;
- Appuyer et subventionner les réseaux genre et médias ;
- Renforcer les capacités du personnel des médias communautaires ;
- Multiplier des campagnes d'initiation des femmes aux TIC;
- Créer des cybercafés publics dans les communes rurales;
- Renforcer l'autonomisation financière des femmes pour améliorer leur pouvoir d'achat des outils TIC.

❖ **A l'endroit des Journalistes :**

- Dénoncer tous types de harcèlement et d'intimidation ;
- Mettre en place un réseau national, régional voire international de promotion du genre dans les médias.
- Créer des cellules genres dans les écoles de journalisme au sein desquelles les jeunes étudiantes en journalisme pourraient partager leurs préoccupations.

**REFERENCES :**

- Annuaire statistique de la Radiotélévision du Burkina(RTB).
- BYERLY, C. La longue lutte des femmes dans les médias et le genre : Un programme savant pour l'Alliance mondiale sur les médias et le genre, Paris : Publication de l'UNESCO 2014
- De la crise à la transition, International Media Support, 2015;
- Enquête multisectorielle continue, INSD (Institut National de la Statistique et de la Démographie) ,2014;
- Etude Centre National de Presse NORBERT ZONGO : « L'étude sur l'image et la place des femmes dans les medias » 2016
- HTTP://lefaso.net du 17 mars 2013.
- MARCEL BAGARE, « Socio anthropologie du rôle et de la place de la femme dans trois quotidiens du Burkina Faso », 2018
- OUEDRAOGO, E., Brilleau, A; Coulibaly S; Gubert , F Koriko Kuépié M  
Le secteur informel: Performances insertion, Perspectives, enquêtes, 2005
- PROJET FINAL, Représentation des femmes dans les médias et écart entre les genres en Afrique, 2017
- Rapport public du Conseil Supérieur de la Communication (CSC) ,2014;



## LISTE DES AUTEURS

N°	Nom	Prénom (s)	Genre	Contact WhatsApp	Organe	Profession	E-mail
1	GUEL	Cyrille	M	+226 75233592	Educommuni cAfrik	Communicateur/ Spécialiste EMI	<a href="mailto:cgem12@yahoo.fr">cgem12@yahoo.fr</a>
2	OUEDRAOGO / BICABA	Wamini Micheline	F	+226 69059145/ 70069939	Association des Journalistes du Burkina (AJB)	Journaliste à Sidwaya/ Cellule Genre	<a href="mailto:michouleazar@gmail.com">michouleazar@gmail.com</a>
3	GAMBRE	Issa	M	+226 77538888	Educommuni cAfrik	Educateur / Facilitateur EMI	<a href="mailto:gambre@yahoo.fr">gambre@yahoo.fr</a>
4	Ouédraogo	Claudine	F	+226 78390525	Association des Journalistes du Burkina (AJB)	Journaliste reporter Impact TV	<a href="mailto:ouedraogoclaudine@yahoo.fr">ouedraogoclaudine@yahoo.fr</a>
5	PODA	Dieudonné	M	+226 63148888	Association des Blogueurs du Burkina (ABB)	Blogueur spécialiste en éducation	<a href="mailto:podadieudo@gmail.com">podadieudo@gmail.com</a>
6	KANSAYE	Alima	F	+226 65868646/ 60117002	RTB- Radio	Journaliste reporter à la radio nationale du Burkina	<a href="mailto:hamolima@yahoo.fr">hamolima@yahoo.fr</a>
7	RABO	Cheik A. Kader	M	+226 56196345	Association des Blogueurs du Burkina (ABB)	Blogueur socioculturel	<a href="mailto:krabo@gmail.com">krabo@gmail.com</a>
8	DIALLO	Djamila Raina	F	+226 60697431	Réseau d'Initiative des Journalistes (RIJ)	Journaliste à Burkina24	<a href="mailto:Ddjamila359@gmail.com">Ddjamila359@gmail.com</a>
9	DOH	Kowoma Marc	M	+226 76520446 71379522	Réseau d'Initiative des Journalistes (RIJ)	Journaliste à Sidwaya presse écrite	<a href="mailto:kowomadoh@gmail.com">kowomadoh@gmail.com</a>
10	SEGUEDA / ZOUNGRANA	Relwendé Elisabeth	F	+226 70431057	Radio Nationale	Journaliste chargée des questions juridiques	<a href="mailto:lisadegrana@yahoo.fr">lisadegrana@yahoo.fr</a>
11	DIALLO	Yaya	M	+226 70065027	Réseau d'Initiative des Journalistes (RIJ)	Journaliste présentateur à la RTB/ Radio rurale. Chargé des projets au RIJ	<a href="mailto:Kossam58@yahoo.fr">Kossam58@yahoo.fr</a>
12	COULIBALY	S. Céline	F	+226 67480851/ 70881466	Radio Burkina	Journaliste reporter à Radio-Burkina et à Canal-arc-en-ciel	<a href="mailto:samonhanc@gmail.com">samonhanc@gmail.com</a>
13	ZONGO	G. Roland	M	+226 78360937/ 76617123	Radio Nationale	Journaliste à Féminin Fm	<a href="mailto:zongofemina@gmail.com">zongofemina@gmail.com</a>
14	KAFANDO	Bangba David	M	+226 78737026/ 70288417	Action pour la Vie (APV)	Journaliste à la RTB	<a href="mailto:d_kafando@yahoo.com">d_kafando@yahoo.com</a>
15	TANI	Mariama	F	+22678060679		Consultante en genre	<a href="mailto:Mariamatami@hotmail.com">Mariamatami@hotmail.com</a>

